

Stentz, a été sacré évêque de ce diocèse, dans la cathédrale de Trèves, par Mgr. Arnoldi, assisté du doyen mitré du chapitre et de Mgr. Laurent, évêque de Chersonèse et vicaire apostolique pour le nord de l'Allemagne, résidant à Luxembourg.

— On a reçu en Allemagne une lettre du missionnaire Olde, élève de la Propagande romaine, qui mande qu'il a eu le bonheur de consacrer les prémices de sa mission, en Abyssinie, en conférant le baptême à trois nègres. C'est la première semence évangélique qui ait fructifié, dans ces contrées lointaines, sur des hommes de race noire.

SUISSE.

— On trouve dans le *Constitutionnel neuchâtois* un article que nous aimons à reproduire, parce qu'il montre sous quel jour le protestantisme suisse, lorsqu'il n'est pas infodé au radicalisme, voit et juge l'appel des Jésuites à Lucerne et les mouvements prétendus populaires que les révolutionnaires bernois excitent dans ce canton.

« Nous avons dit, et nous le répétons, que les Jésuites ne sont que le prétexte, et la révolution suisse le véritable but du mouvement qui agite aujourd'hui les populations suisses. Ce qui n'est pas moins vrai, c'est que la majorité des paysans bernois, que l'on excite contre cet ordre religieux, ne savent en réalité ni ce qu'il est, ni quels sont les reproches qu'on peut lui adresser. Les meneurs crient : *A bas les Jésuites*, et le troupeau répète le mot d'ordre sans savoir ce qu'il dit, ni de quoi il parle. Il en est des Jésuites comme de la liberté de la presse, comme des aristocrates, comme du progrès, comme de tous les mots avec lesquels on a soulevé le peuple depuis 1830. Ce qui ne prouve certes pas en faveur de son intelligence si vantée, c'est qu'après avoir été si souvent pris pour dupe, il se laisse encore tromper par les mêmes moyens, semblable à ces badauds qui, malgré les avertissements journaliers qu'ils reçoivent, sont tous les jours victimes du *vol à l'américaine*, et prennent pour l'or des rouleaux de mauvais cuivre qui n'en ont que l'apparence. L'expulsion des Jésuites n'est qu'un moyen pour soulever le peuple ; dans l'état actuel des institutions fédérales, cette expulsion est impossible au point de vue du droit ; elle ne pourrait donc s'accomplir que par la violence. Mais la violence peut produire un effet momentané, et jamais un effet durable. Supposons les choses au pire. Les corps-francs, ou même puisqu'on fait de violence il faut tout prévoir, les bataillons de Berne et d'Argovie, vainqueurs du peuple de Lucerne, s'emparent de la capitale du canton, ils y arrêtent, nous ignorons au nom de qui, la révocation du décret qui appelle les Jésuites, ou bien ils font réunir le grand-conseil de Lucerne et l'obligent, par la force des baïonnettes, à décréter lui-même cette révocation. Et après ! Ces Messieurs auraient-ils peut-être l'intention de mettre garnison à Lucerne ; d'occuper militairement le canton jusqu'à ce qu'ils fussent bien assurés que le peuple ne veut plus de Jésuites ? Une fois ou l'autre, il faudra bien qu'ils le quittent, et alors le peuple, rendu à lui-même, redevenu maître et souverain, se hâtera de revoker les arrêtés que la violence lui aura arrachés, et tout le résultat de l'expédition radicale aura été de le rendre encore un plus amoureux des Jésuites qu'il ne l'est. »

Nous pouvons ajouter à ces réflexions sur l'égarement factice du peuple lucernois une observation assez curieuse : Avant la tempête suscitée contre la compagnie de Jésus, les religieux de cet ordre, lorsqu'ils venaient à entrer dans quelque village bernois vers le soir, recevaient des compagnards une hospitalité si empressée qu'on se disputait le plaisir et le bonheur de leur offrir gîte. Le lendemain, beaucoup de villageois accompagnaient les Pères jusqu'à quelque distance et recevaient avec une vive reconnaissance quelques images de saints qu'ils conservaient en souvenir. Il n'est guère probable, assurément, que ces sentiments de vénération populaire aient subitement fait place à la haine effrénée que le radicalisme voudrait inspirer contre la Compagnie de Jésus.

— Voici enfin des détails que nous empruntons à l'*Union suisse* et que nous recommandons au *Constitutionnel*, au *Siecle*, au *National* et à tous les journaux qui ont pris la défense des insurgés lucernois :

« On sait que de tout temps la lâcheté et la cruauté ont marché de front. Les derniers événements de Lucerne nous offrent mille et une preuves de cette vérité. Nous en citons quelques-unes prises au hasard. Une demi-heure après l'odieuse attaque dirigée contre le major Schmid, au pont de l'Emme, une vingtaine de coups de fusils furent encore tirés sur M. le conseiller Meyer, qui se rendait en ville à cheval et sans armes. Plus tard, il fut arraché de son cheval et eût été tué à coups de baïonnettes sans l'opposition courageuse d'un Lucernois ; ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'il parvint à échapper aux mauvais traitements que lui firent subir ces bandits. Un étudiant et un vieillard, tous deux sans armes, furent encore attaqués, entièrement dépouillés, et le vieillard fut laissé en chemise par une température de décembre. L'officier instructeur de Lisibach gisait gravement blessé sous le pont de l'Emme ; en ce moment, un individu faisant partie des corps-francs lui appuie le canon de son fusil contre la tête et lui fait sauter la cervelle. A Lippenrath, Paubergiste ne voulant servir du vin qu'autant qu'on le paierait, fut attaché sur une chaise, et on l'invita à regarder si l'on avait besoin de lui pour vider sa cave. On sait que le mot de jésuites était le cri de guerre de ces forcenés ; comment alors expliquer les violences exercées contre MM. Schmid, Meyer, Coeldin et plusieurs autres qui étaient publiquement connus comme opposés à l'admission des Jésuites ? »

PRUSSE.

— Un des capitaines, des chasseurs de la garde prussienne, M. de Ræder, vient d'embrasser le catholicisme à Potsdam.

On annonce encore de Barlis qu'un littérateur distingué, candidat de théologie protestante, qui venait de passer son examen pour être prédicateur, M. Arthur Frank, a également embrassé la vraie foi.

Ces deux conversions, la dernière surtout, ont produit une certaine sensation à Berlin.

BAVIÈRE.

— Le doyen du chapitre de Ratisbonne, M. Diepenbrock, qui a été élu, le 15 janvier, prince-évêque de Breslau, avait servi comme officier dans les rangs de la landwehr de Westphalie ; il se voua à l'état ecclésiastique au rétablissement de la paix.

Elève de feu Mgr. Sailer, évêque de Ratisbonne, on doit croire qu'il apportera dans ses nouvelles fonctions les principes de son illustre et vénérable maître qui, par sa science canonique et par son zèle épiscopal, a acquis et conservé une très-haute renommée en Allemagne.

— Il y a quelque temps, une demoiselle, âgée de 24 ans, a abjuré publiquement dans l'église paroissiale de Münnestadt (Bavière). Une autre protestante de Munich, s'est réconciliée avec l'Eglise au lit de mort. A Bemherg, une famille juive tout entière a fait profession de la foi catholique, et a reçu solennellement le baptême et les autres sacrements, auxquels l'Eglise admet les nouveaux convertis.

— Le conseil provincial du Palatinat s'étant permis des remontrances au sujet de l'établissement d'un couvent de franciscains-minorites à Oggersheim, le roi de Bavière a répondu aux membres de cette assemblée qu'ils avaient violé leur mandat en se mêlant d'une affaire qui ne les concernait pas.

« C'est ma volonté, ajoutait S. M., qui a établi ce couvent, et ma volonté royale veut le maintenir, malgré les cris furibonds d'une philosophie en délire ; ma cassette seule en fournira les frais, et entretiendra ce corps religieux dans la Bavière rhénane pour la consolation religieuse de mes fidèles sujets. »

— On écrit à l'*Univers* de Wutzbourg, en date du 21 décembre 1844 :

Les griefs du protestantisme, en Bavière, vont être jugés par le Conseil d'Etat. Il n'y a nul doute que le Ministère sortira victorieux de cette enquête, car il a en sa faveur le texte de la loi, et, quant à l'esprit dans lequel il l'a appliquée, les témoignages fréquents de reconnaissance qu'il a reçus du consistoire-général et de la partie la plus recommandable de la presse protestante elle-même. Cependant, s'il se flatte avec cela de faire taire ses adversaires du dehors et de calmer les esprits au dedans, il est bien à craindre qu'il ne se trompe. Les témoignages protestants dont il est dans le cas de se prévaloir se rapportent à la sollicitude avec laquelle il a secondé les efforts du consistoire-général et des hommes bien intentionnés de ce parti, pour ranimer la foi et rétablir la discipline parmi les ministres et le peuple protestants, et pour former tous les établissements nécessaires ou utiles à cet égard. Mais est-ce donc de cela qu'il s'agit ? Vraiment, non ; bien loin de lui en savoir gré, on n'est que plus irrité contre lui. Ceux qui se plaignent, cette minorité rommaine à qui il tarde d'en finir avec le catholicisme, n'en sont que plus gênés dans leurs mouvemens, et cela fait qu'ils n'en crieront que plus fort. Ils se servent seulement des bonnes gens parmi les leurs, dont ils épouvantent les consciences, pour donner plus d'autorité à leurs plaintes et ruiner l'un par l'autre des pouvoirs qui les offensent. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Prusse. D'où viennent au gouvernement prussien les embarras les plus graves contre lesquels il ait eu à lutter ? Précisément des efforts qu'il fait pour relever ce qu'il appelle son Eglise nationale. Il faut avouer que c'est une position singulièrement fautive que celle où se place un gouvernement catholique qui se met en devoir d'arrêter la décomposition naturelle du protestantisme. Ce qui se passe aujourd'hui au sein du protestantisme prussien est extrêmement significatif. On a convoqué partout en Prusse des synodes. Ce qui s'y est passé a été tenu aussi secret que possible. Cependant il en a transpiré quelque chose ; on sait que le Gouvernement a mis en délibération les mesures qui lui paraissent les plus propres à ramener les populations à un christianisme pratique. Eh bien ! qu'est-il arrivé ? La majorité des pasteurs s'est déclarée contre les intentions du Gouvernement, et une effervescence incroyable s'est manifestée dans les masses. On a crié à l'obscurantisme, à la réaction, peu s'en est fallu que l'on n'accusât le Gouvernement de jésuitisme. On a provoqué partout des résistances, et parmi les adresses et les protestations qui en sont résultées, nous en citerons une qui nous paraît particulièrement propre à faire connaître l'état des esprits dans cette partie de l'Allemagne ; c'est un mémoire de la commune de Magdebourg, adressé au synode de la province. Il y est dit, entre autres choses, que les pasteurs ne pourront avoir la confiance de leurs communes qu'autant qu'ils se montreront, non pas comme des fonctionnaires de l'Etat, mais comme des amis, c'est à dire qu'ils n'auront pas l'air de leur débiter que ce qui leur est ordonné ou permis d'en haut, mais qu'ils ne leur prêcheront réellement que ce qu'ils trouveront conforme à leur propre conviction et correspondant au degré de développement intellectuel de leurs auditeurs ; qu'au lieu de dogmes surannés, ils ne leur prêcheront que des vérités généralement reconnues, et ne feront entendre du haut de la chaire que ce qui peut contribuer à instruire, édifier, encourager, avertir, consoler, tranquilliser et améliorer les assistants ; qu'ils doivent donc s'abstenir d'anathématiser ceux qui ne partagent pas leurs opinions et n'admettent point leur foi, prétendue seule salutaires ; qu'ils doivent éviter surtout des discours de controverse. . . . « Il faut, disent les auteurs de ce mémoire, que le prédicateur jouisse d'une entière liberté de doctrine ; il ne doit être astreint à aucune espèce de symbole, mais uniquement à la doctrine de Jésus, telle que, selon l'opinion raisonnable du prédicateur, elle se trouve dans la Bible ; et qu'à la commune seule soit réservé le